

L'Anarcho-syndicaliste

N°217 - Le numéro: 2 €

27 Mars 2020

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE» 19, rue de l'Étang-Bernard 44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 40 euros; Abonnement de soutien: 50 euros
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes - 19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr> uas.pelloutier@laposte.net

«ASSASSINS DE RAISONS ET DE VIES» (*)

Depuis plus de 20 ans, il est courant dans les milieux syndicaux et politiques de qualifier la politique menée par les gouvernements successifs de «politique suicidaire».

Lors de mes diverses interventions (aux CCN, congrès...) je reprenais systématiquement ces propos en indiquant que pour moi cette politique n'était pas une politique suicidaire mais une politique meurtrière.

Depuis près de 30 ans, nous dénonçons les politiques ultra-libérales mises en place depuis 1972 par le colonel Pinochet au Chili, sous la gouverne de l'école économique ultralibérale de Chicago. Madame Naomi Klein a parfaitement décrit le développement à travers le monde de l'ultralibéralisme et de son ultra violence dans son livre «La stratégie du choc»

Les économistes comme Paul Jorion et bien d'autres ont dénoncé la folie de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation concrétisée par l'AGCS (Accord généralisé sur le commerce et les services) issu des accords de Marrakech et mis en œuvre en Europe par le traité de Maastricht de 1992.

Bernard Maris, économiste célèbre, mort dans l'attentat de «Charlie hebdo», a écrit un livre «Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles», alors que durant toute cette période les organisations syndicales, tant au niveau national qu'européen et mondial, ont accepté, sous l'emprise de l'ultra libéralisme, le bouleversement des structures syndicales: la CESL (Confédération européenne des syndicats libres) en CES et la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) en CSI.

Ces modifications ne sont pas anodines: le L de liberté a disparu et les organisations syndicales encadrées, liées aux partis communistes, à la doctrine sociale de l'Église, à celles issues de Franco en Espagne et de Salazar au Portugal, ont fait leur entrée dans ces nouvelles «organisations syndicales internationales», compatibles avec ultra-libéralistes.

Ce faisant, les organisations syndicales ont accepté leur asservissement à l'Union Européenne pour la CES et à l'ONU, OMC... pour la CSI.

La question n'est pas de savoir si les confédérations ont trahi, ni si la CES et la CSI sont des organismes de collaboration - c'est une évidence - ni depuis quand elles ont trahi mais surtout jusqu'à quel niveau ont-elles été acteurs et complices de cette liquidation des droits des salariés, des libertés individuelles, de la mise en œuvre forcenée de la mondialisation et de la financiarisation de toutes les activités humaines, y compris et surtout de celles des soins et de la dépendance des personnes âgées, de l'éducation, de la protection sociale, de la liquidation des services publics, de la privatisation des banques, des moyens de transport (autoroutes, aéroports ...).

Pour ce qui concerne la confédération FO, il est clair que l'ère Mailly a été une ère de compromission et de collaboration, Jean-Claude Mailly se vantant même d'écrire ou de corriger les textes de la loi «Travail» et qu'il a tout fait pour bloquer la mobilisation contre cette loi.

Le Congrès confédéral de Lille, en 2018, fut une grande espérance, une éclaircie vite refermée par le coup de force contre Pascal Pavageau, élu secrétaire général, et conduit à la démission.

Rien n'arrête les serviteurs zélés du capital qui se sont d'ailleurs fixé comme objectif de faire taire toute contradiction au sein de notre organisation syndicale, la confédération Force-Ouvrière et de plus par des moyens odieux. Pascal Pavageau en a payé le prix fort et d'autres camarades sont aujourd'hui dans leur ligne de mire.

Aujourd'hui, l'objectif demeure: verrouiller toute contesta-

(*) Lluis LLACH, poète et chanteur catalan

UBU, UN COUTEAU ENTRE LES DENTS?

Il y a 10 minutes, un invité «qualifié» sur *France-info* répondait à un auditeur que le fait de savoir si son entreprise devait rester ouverte relevait en gros des principes moraux du chef d'entreprise, de sa responsabilité personnelle.

Donc il n'y a plus de *Ministère du travail*. Il n'y a plus de droits, plus de règles. Bientôt plus d'État en dehors du vernis communicationnel, des derniers scrupules qui s'exprimeront en bêlements ineptes et confus. Avant le knout.

Sur BFM, on insiste sur la nécessité pour les salariés d'être «loyal» (euh... loyaux) envers leur entreprise.

Le contenu que la bourgeoisie et son État mettent à la «solidarité nationale» (expression pétainiste pure jus), ce sera de plus en plus le travail forcé et, «en même temps», l'assignation à résidence. Le gouvernement fonctionne déjà par décrets. Un gamin de 15 ans peut disposer des pleins pouvoirs. Et il n'a jamais traversé le Pont d'Arcole!

Pour les braves gens, la solidarité, l'union sacrée, c'est la mobilisation de toutes les bonnes volontés organisée sur un plan rationnel et humain («l'humain d'abord», comme dit l'autre). C'est le contenu qu'ils y mettent. Y'a un hiatus. Voilà pourquoi, il ne faut pas s'opposer à l'«union sacrée» de manière frontale et dogmatique.

Des millions de travailleurs sont serrés comme des sardines sur leur lieu de travail, les transports, tandis qu'ils perçoivent qu'on traite d'irresponsables les confinés qui sortent prendre l'air en se dispersant au maximum, en tout cas en respectant largement les gestes barrières, rabâchées sans arrêt. Les couples qui partagent le même lit sont verbalisés s'ils se tiennent par la main en allant faire leur course. On en est là.

Aucune mesure n'est prise pour que les individus et les familles confinés dans des logements exigus bénéficient de davantage de sorties que ceux et celles qui ont la chance de posséder un jardin, une large terrasse.

Dans le même temps, les policiers qui n'ont apparemment pas eu le temps d'être formés à la bienveillance aboient dans leur mégaphone pour faire se disperser des gens déjà bien éparpillés. C'est de la SF.

Aucun gouvernant n'est en mesure d'organiser rationnellement les chaînes de production, de transport et de distribution des produits essentiels si elles venaient à craquer.

Ils veulent nous faire entrer en pénitence mais exigent que l'on continue à suer de la plus-value.

L'ogresse Pénicaud est en conflit avec la fédération patronale du bâtiment qui veut fermer tous les chantiers. On croit rêver.

Toutes les chaînes de valorisation sont détruites, l'hyperinflation guette. C'est bien plus qu'un Brexit planétaire. C'est le plat de résistance après les amuse-gueules de la *Grande dépression*. Le capitalisme est à l'agonie et il veut nous entraîner dans sa chute. C'est la réalité. Une option possible en tout cas. On peut penser cela, réfléchir à cela, et garder la tête froide et le cœur léger. «S'empêcher» comme disait Camus, ou plutôt son père.

Je me fous de savoir si la baraque FO (*) va s'écrouler ou non. Il faut que tous les militants ouvriers s'unissent, établissent des liens, échangent des infos, s'organisent.

Il faut nous préparer y compris à la clandestinité et/ou au déploiement de la barbarie. Qu'advierait-il si les GAFA étaient incapables de maintenir les réseaux en état? Si la guerre (virale?) y était déclarée?

Mais le pire n'est jamais sûr. C'est aujourd'hui le printemps. Il y aura un matin.

Frat'.

Frédéric, 20 mars 2020.

(*) Précision... Dire: «Je me fous de savoir si la baraque FO va s'écrouler ou non», ça ne veut surtout pas dire: «On se lève et on se barre». Partout où les liens sont maintenus, où des mandatés tiennent la barre sur une orientation correcte avec des militants et adhérents dispos, on fait vivre le syndicat selon les principes connus de tous. Simplement on se prépare à fonctionner sans l'appareil et contre sa bureaucratie si elle trahit. On ne sert pas de caution à la survie de l'appareil.

D'ores et déjà, on peut agir et réfléchir avec des militants qui habitent ailleurs. Ça, qu'on le veuille ou non, ça s'appelle s'organiser. Et le principe selon lequel ça se fait: le front uni. (Note de l'auteur).

ABONNEMENT:

Abonnement pour 20 n°: 40 €.

Abonnement de soutien: 50 € au moins.

FORMULAIRE SUR: www.uas-pelloutier.fr

PAR COURRIER ET CHÈQUE:

adressé à:

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

libellé à l'ordre de:

ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP: 9998 28B Nantes.

PAR COURRIEL ET VIREMENT BANCAIRE:

adressé à: uas.pelloutier@laposte.net

virement à destination de:

FR 74 2004 1010 1109 9982 8003 218

SOMMAIRE:

- p.1 & 16: ● Éditorial ... Marc HÉBERT
- p.2: ● Ubu, un couteau entre les dents? ... Frédéric
- p.3-5: ● Crise ou pas, c'est accompagnement ou indépendance ... Gérard DA SILVA
- p.6-8: ● Et si le retour aux fondamentaux commençait par mettre les pieds dans le plat? ... Yvon BOURHIS
- p.8: ● Le cynisme du Capital et de l'État... ... vu par le père SIFFLEUR!
- p.9-10: ● Les nuits blanches et idées noires... ... du père CUTEUR, en confinement!
- p.11: ● En avant marche, corona devant, flics derrière! ... Christine
- p.12: ● Les états-d'âme et les clins d'oeil... ... du père TEUSÈCHE
- p. 13-16 ● Le Petit Père du Peuple... non confiné... ... FURAXISSIMUS

CRISE OU PAS, C'EST ACCOMPAGNEMENT OU INDÉPENDANCE!

Cette crise sanitaire est le révélateur implacable de l'inhumanité du libéralisme.

Le libéralisme pour le service de santé publique, c'est près de 70.000 lits supprimés ces 15 dernières années. La politique de Macron, c'est, en 2018, près de 4.200 lits supprimés. Tout ceci pour complaire aux «*règles budgétaires*» de l'*Union Européenne*. Il en a été de même en Italie, en Espagne, etc... Aujourd'hui, la question posée est d'en finir avec le libéralisme. Et cela se voit chaque jour un peu plus.

Certes, face à un virus sans traitement à ce jour, le confinement s'impose, nul ne l'a jamais contesté. Mais à la condition de ne pas confondre sanitaire et sécuritaire, de ne pas chercher à rendre la population coupable par son «*inconscience*». L'inconscience, c'est la recherche du profit à court terme pour une infime minorité, qui est le fait de la politique, en Europe, depuis 30 ans. Mais la *Commission de Bruxelles*, l'UE et les gouvernements n'avaient pas prévu le retour du facteur principal: le facteur humain!

Or, en pleine épidémie, plutôt que de prendre la mesure du rapport direct entre la fragilité des institutions de santé publique, privées par eux de moyens matériels et humains, ils préfèrent dans un cynisme total, profiter, d'abord, de l'occasion pour défendre les intérêts privés et mettre en cause les bases du *Code du Travail*.

1- Mesures financières: la mesure principale, financièrement massive, a été annoncée par Macron le 16 mars: 300 milliards d'€ dédiés à la garantie des nouveaux prêts bancaires accordés aux entreprises. L'Allemagne venait de décider d'allouer 550 milliards d'euros aux garanties de prêts pour les entreprises. Le 20 mars, l'*Union Européenne*, a décidé de valider un tel rôle de l'État. C'est, selon eux, la priorité. Sauf qu'un tel investissement social et financier de l'État, les gouvernements successifs et l'UE l'ont refusé aux services publics ces dernières années. De quel droit? C'est le même coup qu'en 2008. Le gouvernement Fillon clamait que les caisses de l'État étaient vides pour les fonctionnaires, tout en trouvant 20 milliards pour aider les banques privées, sans problème...

2- Nationalisations temporaires: le ministre Le-maire annonce une nationalisation d'Air-France, tout comme le gouvernement italien annonce celle d'Alitalia. Le 21 mars, le PDG de Renault indique que la nationalisation de l'entreprise n'est pas à l'ordre du jour! Or, à moins d'être amnésiques, cette pratique

a été encouragée, en 2008, par la *Commission de Bruxelles*. Elle consiste à nationaliser pour éponger les dettes, avec l'argent public et, après, on privatise à nouveau. Alitalia va mal depuis sa privatisation, est en quasi faillite depuis 2017: aucun rapport avec le coronavirus! Mais nationaliser les pertes, c'était inimaginable en 2019! Sous prétexte de coronavirus, c'est possible en 2020! Il en est de même avec Air France. Ce sont les mêmes qui ont privatisé les aéroports de Nice et Toulouse, ont programmé la privatisation des aéroports de Paris et de la *Française des Jeux* et qui veulent nous faire croire qu'ils font dans le social. Alors qu'ils refusent toutes les nationalisations revendiquées ces dernières années, à commencer par celle des autoroutes.

3- Attaques contre le Code du travail: le gouvernement a présenté un projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, selon l'intitulé. On pourrait penser qu'il s'agit d'une urgence pour relancer l'hôpital public! Erreur! Il s'agit, article 7, alinéa 7 de: «*Modifier les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail et des jours de repos affectés sur le compte épargne-temps du salarié*». De même pour l'alinéa 8: «*Permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles du Code du travail et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical*». Avec le coronavirus, le patron, comme au 19^{ème} siècle, est «*maître chez lui*». D'ailleurs, il lui revient, alinéa 12, de «*Modifier les modalités d'information et de consultation des instances représentatives du personnel, notamment du Comité social et économique pour leur permettre d'émettre les avis requis dans les délais impartis*». Le coronavirus a bon dos. Car, en démocratie, tout ceci se négocie, si la loi est respectée, avec le salarié pour les congés, avec les organisations syndicales pour le temps de travail. Cela peut se faire et facilement avec Internet. De quel droit seul l'employeur déciderait-il de tout?

On voit bien que les tenants du libéralisme profitent de l'épidémie, en cyniques complets, pour mettre à bas la négociation collective, comme les jours de repos et les congés payés. Le 18 mars, le ministère a autorisé l'ouverture des boulangeries sept jours sur sept. Or il y avait eu un amendement proposé au Sénat le 29 janvier 2019, en ce sens, provoquant une

(suite en page 4)

vive opposition de la plupart des boulangers. Grâce au coronavirus, ça passe! Ma boulangerie me garantit que c'est physiquement et matériellement impossible. Mais peu importe, le principe du jour hebdomadaire de congé saute! Et rien d'aussi radical n'est demandé aux employeurs: il n'est question, alinéa 5, que de: «*Limiter les ruptures des contrats de travail et atténuer les effets de la baisse d'activité*». Il n'est pas question d'interdire les licenciements pendant l'épidémie!

Pourtant, quand il s'agit de faire face à un risque d'épidémie aussi spécial et général, on s'attend à un plan d'urgence, à un fonds de solidarité massif en faveur de l'hôpital public, du service de santé public, en faveur de la Sécurité sociale non étatisée. La santé de toutes et de tous est en jeu. C'est cela qui est, de la manière la plus absolue, prioritaire. Mais là, (contrairement aux trois séries de mesures ci-dessus pour les entreprises et le capital): RIEN.

4- Mesures pour l'hôpital public: à ce jour aucune mesure pour l'hôpital public de la part de Macron, Philippe, Vèran, etc... Ces dernières années, les lits en réanimation et soins intensifs ont été massivement supprimés: de 26.000 à 13.000. A ce jour, aucune annonce du rétablissement des 26.000 lits, alors que c'est d'une nécessité vitale par rapport au coronavirus. A ce jour, aucun «*fonds de solidarité*» de dizaines de milliards d'euros pour le service de santé public. RIEN.

A ce jour aucune annonce de l'abandon de la loi *Santé 2022*, condamnée par les personnels de santé et votée en force par LREM. Car il s'agit de mettre en place un «*espace numérique de santé*», la «*télé-médecine*», ou médecine à distance. La seule proposition c'est 4.000 postes d'assistants médicaux, bons à toutes tâches surtout administratives. Création de 1.000 Communautés de professionnels de santé (C.P.S.) pour toute la France, avec au maximum un financement à 380.000 euros par C.P.S. L'idée est d'opérer des regroupements, comme avec des maisons de santé pluriprofessionnelles, en ville. Aucune création d'emplois de professionnels de santé, pas de lits d'hôpital supplémentaires. Or ce que l'épidémie de coronavirus met en évidence c'est que prendre prétexte d'Internet pour ne pas embaucher de personnels de santé, ce que fait *Santé 2022*, est une illusion, une duplicité. Il y a un besoin d'un personnel qualifié suffisant et, pour un diagnostic, la télé-distance est nulle, dès qu'il y a un vrai problème. On le voit, en ce moment, à Mulhouse: la saturation est garantie, faute de personnel et de moyens et l'on envoie les malades à Bordeaux. Ce qui ne fait que déplacer le problème.

2- Mesures médicales: A ce jour, 21 mars, RIEN. Et là, le libéralisme est dénoncé comme criminel. On

constate l'irresponsabilité de l'abandon, en 2004, des recherches sur les coronavirus, au prétexte que la rentabilité à court terme n'était pas garantie! On constate qu'il n'y a pas de masques, car il faut attendre des envois massifs venus de Chine. Qui a délocalisé vers la Chine, sinon l'idéologie du profit à tout prix? Quant aux tests, ils vont finir par arriver, dans les jours qui viennent, au bout de plusieurs semaines, car une partie des composants est fabriquée en Chine. Qui a délocalisé la fabrication des médicaments en Chine, en Inde, parce que c'est moins cher, sinon le libéralisme et la course au profit immédiat? La crise sanitaire est là, en effet. Elle condamne le libéralisme, l'UE qui l'impose, les gouvernements qui l'appliquent.

D'où une question simple: que doivent faire les organisations syndicales pendant cette période?

1- Ceux qui sont dans «l'union nationale»: La palme de l'imposture revient, comme à l'habitude à Berger de la CFDT. Se souciant comme d'une guigne de la défense des salariés, il n'a rien trouvé de mieux que d'approuver la nationalisation temporaire d'Air-France, le 18 mars, tout en ajoutant: «*Cette entreprise était déjà en situation moyennement solide*». C'est sûr: aucun rapport avec le coronavirus. Mais aucune condamnation des politiques de santé suivies ces dernières années n'est énoncée, aucune revendication formulée!

Quant à FO, les deux communiqués du Secrétaire général actuel sont du même genre. Le communiqué du 16 mars approuve Macron: «*La Confédération FO constate que le Président de la République met - à juste titre - l'accent prioritaire et avec force sur les mesures indispensables à endiguer l'épidémie de Coronavirus*». Comme si, parmi les «*mesures indispensables*», il n'y a pas la restitution des 13.000 lits supprimés en réanimation et soins intensifs! Le communiqué se «*félicite*» de «*l'effort massif de l'État en faveur de la préservation de l'économie et de l'emploi*»... Il faudrait peut-être se soucier de l'emploi dans le service public de santé, notoirement insuffisant, et sans la moindre annonce du «*Président de la République*». Le pompon, c'est la fin: «*Si l'on ne peut que souligner et approuver pleinement l'hommage rendu aux personnels soignants, sapeurs-pompiers et aux personnels de la sécurité civile, il faut y joindre toutes celles et tous ceux, travailleurs et travailleuses, qui concourent au fonctionnement de l'économie indispensable (salariés de l'agroalimentaire, du commerce, des services aux entreprises dont le nettoyage, la sécurité, agents des services publics en charge de l'emploi, de l'économie, salariés des transports, de l'énergie, ...)*». C'est se moquer! Depuis quand il suffirait d'un «*hommage*» qui n'engage à rien et l'étend à toutes et tous: on ne se paye pas de mots! Lamentable

(fin en page 5)

«*hommage*», alors que les salariés de la santé publique (et les autres) attendent des augmentations de salaires, qu'ils revendiquent depuis des années, y compris par la grève en 2019-2020, des «*mesures indispensables*» et un «*effort massif*» à ce jour refusé et que refuse Santé 2022. Le communiqué, à deux reprises, «*se félicite*» et, à deux reprises, est d'accord avec Macron. Revendiquer, comme l'exige les statuts de la CGT-FO, connais pas!

Néanmoins, le communiqué du 17 se termine ainsi: «*Lors de la réunion en téléconférence hier, nous avons appelé à ce que toute velléité de licenciement soit stoppée, dans la mesure où l'effort de l'État de prise en charge de l'activité partielle est massif. Nous avons aussi demandé que toute procédure de licenciement en cours soit stoppée*». Il suffit de lire le texte du projet de loi du 18 mars: il ne «*stoppe*» rien en matière de licenciement, il limite, sans plus. Le 20 mars, à la radio, ce n'est pas mieux: «*Dans les quinze jours, trois semaines qui viennent les pouvoirs publics doivent mettre le maximum là-dessus pour qu'on assure les garanties en matière de santé et de sécurité*». Le «*maximum*», c'est comme Macron, le 17 mars à Bobigny, promettant les «*moyens nécessaires*» pour l'hôpital. Ça se chiffre à combien ça, ou le «*maximum*», en termes de revendication?

Et, le 20, le projet de loi remettant en cause les congés payés, la négociation collective et les jours de congé est public? Pour ou contre? Le double langage, le double jeu du gouvernement sont clairs. On ne peut pas cautionner.

2- Ceux qui sont pour le syndicalisme indépendant: Dans ces conditions, le «*retour aux fondamentaux*» est plus que jamais actuel. Au demeurant, nous ne sommes pas seuls. Pendant que les bureaucraties syndicales se «*félicitent*», les Unions régionales Ile-de-France ont publié un tract commun, le 18 mars:

«*Les Unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT, FO, Solidaires, FSU, avec l'UNEF et l'UNL, dénoncent les discours bellicistes du chef de l'État et de son gouvernement, relayés par le préfet de police de Paris, qui, au motif de la "guerre" contre le coronavirus, nous font progressivement glisser vers une situation où leur sont conférés les "pleins pouvoirs", ce que nous n'acceptons pas. En particulier, les URIF viennent de prendre connaissance du "projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19" qui permet d'habiliter le gouvernement à légiférer par ordonnances pour remettre en cause durablement les droits des salariés, notamment en matière de congés payés, de réduction du temps de travail, de repos hebdomadaire ou de liberté de réunion. Pour les URIF, ce projet est inacceptable et ne doit pas voir le jour... Les URIF considèrent que le moyen le plus efficace pour conjurer la catas-*

trophe sanitaire annoncée, ce n'est pas seulement de respecter les gestes barrières, c'est aussi et surtout de rétablir tout de suite les lits qui ont été supprimés depuis des années, de créer sans attendre les postes nécessaires à la prise en charge de tous les patients (ceux atteints du Covid-19 et les autres) et de doter tous les personnels hospitaliers des moyens matériels indispensables à leur protection (masques FFP2, solutions hydroalcooliques, gants, lunettes de protection, surblouses)».

Les militants syndicalistes ont un mandat, celui de défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Une épidémie n'a jamais mis et ne mettra pas un terme à la lutte des classes: deux guerres mondiales n'y sont pas parvenues. Inutile et illégitime de jouer la comédie de «*l'union nationale*» avec les Macron-Philippe, qui profitent, sous nos yeux, de l'épidémie, pour liquider des pans majeurs du Code du travail, poursuivant la sale besogne des ordonnances de 2017. Plus que jamais, la revendication pour un service public de santé relancé par un «*effort massif*», un plan de «*solidarité*», s'impose en toute légitimité. La crise sanitaire a mis à nu la vérité misérable du libéralisme: délocalisations aveugles vers des pays où l'exploitation de l'homme par l'homme atteint des sommets et seulement pour ça; suppression des recherches fondamentales en médecine (et autres) sous prétexte qu'il n'y a pas rentabilité à court terme (et nous payons la note aujourd'hui); privatisation rampante des secteurs rentables de la santé.

Ce ne sera plus comme avant. Cela a justifié, le 1^{er} juin 2019, de nous retrouver à Beaugency pour rappeler la base du syndicalisme: respect du mandat dans la liberté et l'indépendance. Nous voyons ce que donnent le non-respect et la dépendance avec le syndicalisme d'accompagnement, toujours prêt à entrer dans l'union nationale, celle des actionnaires et des patrons.

Mais ce que font des bureaucraties, la base n'en veut pas et, le tract URIF le prouve, les militants responsables n'en veulent pas. C'est pourquoi, il est vital d'en débattre pour une troisième rencontre entre militants et militantes, sans doute en juin. Car il y a un mort, à la fin de l'épidémie: le libéralisme. Plus jamais ils ne vont pouvoir légitimer les coupes budgétaires dans les services publics, les délocalisations, les privatisations. Les conséquences nous les vivons actuellement et, de surcroît, d'autres épidémies viendront. Il ne sera pas possible de continuer à liquider les services publics, la Sécurité sociale. A condition de revendiquer et de dénoncer dès maintenant.

A nous d'en débattre et d'en méditer les conséquences.

Gérard DA SILVA,
21 mars 2020.

ET SI LE RETOUR AUX FONDAMENTAUX COMMENÇAIT PAR «METTRE LES PIEDS DANS LE PLAT»?

Quand la CGT-FO a mal à ses principes, aux valeurs dont elle se réfère et qui l'ont construite, nous sommes enclins, à l'UAS, à «mettre le tout sur la table» et en débattre au plus vite pour y remédier avant qu'il ne soit trop tard. Et nous ne sommes pas plus pour les scissions que les camarades, que nous respectons par ailleurs, qui n'ont toujours et encore, qu'une idée en tête: ne pas faire de vague et trouver le compromis qui sauvera l'organisation. Si l'intention est louable, il arrive parfois que son «systémisme» empire le mal, sans y remédier.

Or, l'appareil FO est malade. Atteint, non pas du dernier virus à la mode sur tous les médias, mais de celui de la fuite en avant, du déni. Il faudrait donc sauver la confédération Force Ouvrière, coûte que coûte, contre vents et marées, foncièrement contre ou malgré elle? Il faudrait se taire sur la réalité de ce que les membres du cénacle FO (*Bureau Confédéral*), auxquels on pourrait ajouter nombre de secrétaires de fédérations, veulent encore tenir secret? La question qui doit être posée, ce n'est pas «quand vont-ils se décider à l'avouer?», mais bien «depuis quand savent-ils?» et donc depuis quand cachent-ils aux militants de base, aux adhérents que nous sommes, l'impensable vérité du décompte découvert par P. Pavageau, celui du «reste à vivre» de la confédération Force Ouvrière? Comment se fait-il donc que cette vérité n'éclate pas au grand jour, par quel «miracle» n'est-elle pas étalée en place publique par n'importe lequel de ses «canards» à sensation?

Elle a pourtant été révélée, l'année dernière, au cours d'une au moins des conférences pour la promotion de son ouvrage «*Allô, Jupiter, ici la terre*» par l'ex-secrétaire général cité ci-dessus, celui-là même qui, pour avoir voulu stopper l'hémorragie financière de la confédération, est tombé dans un piège, monté en épingle pour et par la presse à sensation, tendu par ses «alter ego» (du cénacle cité plus haut) qui n'en ont fait qu'une bouchée. Ce silence même, qui dure depuis fin 2017, est bien la preuve a posteriori, du complot ourdi contre P.P. par l'appareil confédéral. C'est aussi la preuve que la liberté de la presse ne vaut guère mieux que celle de FO: les médias muselés, propriétés de milliardaires, n'agissent que sur ordre, et l'heure n'est pas à la curée. D'ailleurs, la CGT-FO est peut-être plus utile vivante que morte à ce pouvoir absolutiste constamment en quête d'alibis démocratiques pour couvrir ses méfaits sociaux. Bref, il est aujourd'hui évident que FO, piégé par Macron/Philippe, est autorisé à continuer à faire semblant d'être libre et indépendant.

Dans ce «*je te tiens, tu me tiens, par la barbichette*», l'appareil FO n'a donc aucun intérêt à franchir cette fameuse ligne rouge, tracée cette fois par l'ennemi de classe, ligne rendue célèbre par son avant-dernier secrétaire général, avec qui cette sinistre farce a commencé!

Cet état de fait permet au moins de donner une explication à l'inertie invraisemblable de la confédération Force Ouvrière - sur laquelle je reviendrai plus loin - devant la dernière tranche du démantèlement de notre système de protection sociale par répartition. Gageons que cette situation ne sera pas éternelle et finira bien par s'étaler au grand jour. Alors, alors?... Comme toujours, tout dépendra de cette France-d'en-bas et des ouvriers, salariés confrontés, eux, à l'épidémie liée au virus de la précarité, et qui en composent le substrat.

En attendant, il faudrait donc «*faire avec*», se taire et continuer comme si de rien n'était, alors que ce même appareil (autrement dit, la Conf!), à part l'envoi d'une ou deux affichettes, quelques jours avant le 5 décembre 2019, n'est même plus capable (compression des dépenses?) d'assister ses Unions départementales, par exemple, dans leur préparation de la lutte contre le projet des retraites à points (on pourra toujours me rétorquer cyniquement, bien sûr, que ce sont ses militants de base qui ont poussé la CGT-FO à en exiger le retrait!).

Il faudrait «*sauver la conf'*» alors qu'il s'agit de sauver les apparences, donc de se faire les complices de ceux qui conçoivent le syndicalisme comme un ascenseur pour leur carrière professionnelle, comme la possibilité de jouir d'avantages matériels ou/et numériques en échange d'accords «*cousus-main*» pour le patronat, ou encore comme un noyautage politique, quand ce n'est pas le tout ensemble... tout ensemble, tout ensemble, ouais, ouais !...

Loin de moi l'idée de faire dans le catastrophisme. Il s'agit de débattre d'un avenir plus qu'incertain - et pour la Conf', - et plus basiquement pour le syndicalisme de lutte de classes, avec tout ce que cela pourrait comporter de recomposition du paysage syndical en France. Mais s'il est vrai que la confédération Force ouvrière est à ce point financièrement en manque de provisions, quid de sa subsistance, quid des aides qui lui seront ou pourraient lui être allouées ... et par qui ou par quoi, et pourquoi? Quid des effets de cette «*implosion*» et du vide que cela engendrerait? Quid de l'autre confédération dite aussi de lutte de classes, «*la Cgt!*» (marque dépo-

sée!)? De ses finances? De ses tendances, plus prononcées que dans certaines fédés F.O, à l'accompagnement? Quid de la recomposition syndicale (inévitable?) pouvant être engendrée - les bases militantes de ces deux confédérations se rapprocheraient-elles «naturellement»?... Ou pas! Nouvelle confédération à venir? Nouvel éparpillement des forces constructives?... Autant de questions à aborder désormais, ne serait-ce que par rapport à notre crédibilité critique, parce que garder le silence plus longtemps, encore et encore, c'est se maintenir dans un accompagnement de bateau à la dérive, tous solidaires (dans le naufrage) des raisons qui nous auront amenés à nous fracasser sur les écueils de la «*real-politik*» si chère à la CFDT. Or, pour ma part, je serais plutôt partant de critiquer ces raisons, objectivement, comme nous le faisons déjà dans notre excellent journal, *l'Anarcho-Syndicaliste*.

Si les révélations de P. Pavageau donnant l'alerte sur les ressources de la CGT-FO, sont à prendre avec le plus grand sérieux, ce n'est pas tant sur l'aspect financier qu'il convient de s'appesantir dans un premier temps, mais bien davantage sur les conséquences directes et indirectes que cette situation engendre sur le terrain de la lutte, de la lutte de notre classe, bien sûr.

Et, en premier lieu, parce que ça ne passe vraiment pas – comme ne sont pas passées les mêmes journées de mobilisation «*saute-moutons*» contre les lois El Khomri) il convient de revenir, encore et encore, sur l'attitude de notre «*Conf'*» (FO) à l'égard des derniers méfaits du pouvoir en place concernant notre protection sociale égalitaire (Sécu puis retraites)... A part quelques «*postures*» devant les micros et caméras des médias, qu'il y a-t-il eu d'entrepris, depuis l'éviction de P. Pavageau, pour sauver la face? La Sécu et son système par répartition? Comme s'il suffisait de s'en tenir aux déclarations d'intention pour faire peur au gouvernement et convaincre «*la base*» qu'elle a raison de faire confiance à ses syndicats! Quelle farce veut-on nous faire jouer?

Dès lors, on s'étonnera que les adhérents soient restés, avec les non-syndiqués, plus qu'indifférents aux appels à la grève générale de leurs U.D. - et encore, pas n'importe lesquelles, vu que certaines... sans parler des fédérations, n'appelaient même pas à la grève générale, mais qu'à des journées d'actions et... manifestations... voire à rien!!!

Surtout ne pas se brouiller avec des gouvernants ayant désormais un œil - loi sur la représentativité oblige - sur le nombre de cartes et timbres des uns et des autres, donc sur leurs finances... Telle serait la préoccupation majeure de nos organisations n'ayant qu'à bien se tenir si elles veulent perdurer. Si elles

dépendent plus que jamais, non pas des cotisations des adhérents, mais des subventions liées au «*partenariat*» dont nous nous évertuons à refuser le label (mais pas les subsides), ce jeu du chat et de la souris (le chat n'a jamais été aussi gros!) touche peut-être à sa fin, faute de réactivité des salariés précarisés dans l'emploi et/ou par endettement. Et nous en arrivons à ce non-sens: l'organisation syndicale, conçue et créée par les seuls travailleurs, seule forme d'organisation stable des salariés, se retrouve confrontée à un double problème: faute d'indépendance financière, et faute d'intérêt de la part de celles et ceux qui constituent son organisation, rester pieds et poings liés au bon vouloir du Pouvoir en place, ou «*se bouger le cul*»!?

Les deux questions de ce véritable cauchemar ne seraient-elles pas liées? Poser la question, semble-t-il, c'est y répondre: regardons le chemin parcouru par le syndicalisme depuis les années 20 puis le *Planisme* des années 30 jusqu'à nos jours, ce qui a été abandonné en chemin, ce qui a été accepté et prôné depuis l'après-guerre, comme la panacée pour le monde ouvrier et qui se retourne aujourd'hui contre ses organisations: dans quel camp est- donc passé le rapport de force? - devine, pépère!

Que peuvent- donc faire, aujourd'hui, les organisations de salariés, dès lors que, tétanisés par manque total d'apprentissage de «*la science de leur propre malheur*» et/ou ayant été trop «*moulés*» à confier leur pouvoir d'individus, de citoyens, de prolétaires, à d'autres qu'eux-mêmes, l'engouement de ces mêmes salariés pour la consommation de marchandises, s'est substitué à leur recherche d'un monde meilleur? Ce placebo intégré, faisant effet instantanément par l'attractivité des images prodiguées (sciemment, par l'idéologie dominante de la Marchandise au pouvoir), induisant la passivité à leur consommation ébahie d'ersatz, ne leur donnent- t- il plus, ni la force, ni le rapport de force qui permettrait de vaincre? Pour faire simple, c'est l'histoire du serpent qui se mord la queue! Ou, si vous préférez, l'histoire de la grenouille dans l'eau du chaudron portée à ébullition...

Que peut faire une confédération syndicale, si j'ai bien compris, au bord du dépôt de bilan, face à la pose de cette nouvelle «*pièce*» (ce n'est certes pas «*la première*») d'une société entièrement marchandisée (ou, si vous préférez, TOTALEMENT – dans tout «*l'essence*» du terme, y compris totalitaire – la marchandise, in fine, ne supportant pas de concurrence)? Et c'est aussi l'autre et terrible interrogation liée à ce constat: la CGT-FO, et le syndicalisme de lutte de classes avec elle, pourraient-ils encore avoir une autre attitude que celle de faire semblant, celle de respecter les apparences?

Parce qu'enfin, sur le terrain de ce dernier combat (contre les retraites à point) pour sauver «*les restes*», avons-nous vu une quelconque préparation confédérale à la résistance organisée, comme nous avons pu la construire, avec Blondel aux commandes, dès 1993, tout comme en 1994, pour arriver à sauver ce qui pouvait l'être de la Sécu, en 1995? Dès 2017-2018, le travail d'analyse de Philippe Pilhet était pourtant là ...

Sauf que, déjà, lorsque notre Sécu (dite-de 45!) a fini d'être «*hold-upée*» à la rentrée 2018, le laisser-faire, l'absence réelle de réaction de notre confédération, a prouvé la sidération de celle-ci, dans l'incapacité totale de réagir - la dénonciation de cet accaparement ne venant que d'une poignée de militants de base dont nous sommes! ... Nos structures ayant d'autres «*chats à fouetter*» comme celle de la transparence des comptes exigée par la loi sur la représentativité de 2008!

Vous allez peut-être me dire «*Oulala, le délire pessimiste, ici!*».

Peut-être aurez-vous raison, et j'aimerais bien... Sauf que, si nous regardons les différentes pièces du puzzle en train de s'assembler... et nous l'avons toutes et tous en tête, nous n'avons jamais été aussi près (prêts?) du néo-corporatisme appelé de tous leurs vœux par les dirigeants de ce pays... depuis de Gaulle... et déjà pratiqué, notamment dans les entreprises du Tertiaire, grâce à la CFDT et ses satellites... (le Vichy, c'est pas qu'un style de rideau, serviette de table ou de nappe!).

D'autant que, depuis le tour de passe-passe ayant permis la mise en place de la «*5^{ème} "république"*» et de sa constitution (très) «*napoléonnesque*» (impérialiste?), nous n'avons encore jamais connu de chef d'État et de gouvernement plus anti-républicain et dictatorial que ce «*petit*» monsieur aux faux airs, parfois, de Boris Vian (sa tronche, pas ses œuvres!), et qui sévit aujourd'hui... du haut de sa fatuité d'Électre de Faculté des Lettres...

- Alors, quelle interaction entre tous ces faits? Dans ce tournant de l'Histoire qui peut mener soit à la réification généralisée de l'Individu (ses instruments, en vente libre, étant déjà en place et plus qu'opérants), soit à son contraire - la rébellion collective de la France-d'en-bas (décidément, cette expression me parle de plus en plus!)... Quid du syndicalisme fidèle à la Charte d'Amiens, à TOUTE la Charte d'Amiens?

N'ayons pas peur de débattre du «*vol en éclats*» de notre confédération, s'il doit avoir lieu... et de ses conséquences sur la con-fédération des Fédés et des UD, etc...

Je pense très sincèrement que continuer à nier les évidences et continuer à «*faire comme si*», relèverait de la pire des politiques, celle «*de l'autruche*».

Yvon BOURHIS, 16 mars 2020... 114 ans après!

LE CYNISME DU CAPITAL ET DE L'ÉTAT... vu par le père Siffleur, au 20 mars!

Le 30 décembre dernier, le Docteur Li, de Wuhan, alertait par une voie peu amène en son pays et dans sa profession, de l'émergence d'une maladie sévère causée par un virus de type SRAS. Conscient que la sévérité et la virulence du virus le détachait de ceux des gripes du moment, il choisit d'informer par *Internet* plutôt que par les publications professionnelles, les voies du *Parti communiste* ou de ses parallèles d'État. Par ces dernières voies: il aurait certainement été arrêté, voire exécuté, et nous n'aurions jamais rien su; par la première: il a été arrêté, relâché, il est mort, nous savons pourquoi, et son «*alerte*» aurait pu nous éviter bien des soucis.

L'expérimentation sur la durée de viabilité du virus à l'extérieure du corps humain menée par les *Centres de contrôles et de prévention des maladies de l'Université de Californie* rendue publique le 17 mars, atteste d'une durée de vie bien supérieure aux dires des sommités médicales officielles liées aux Pouvoirs. Si elle est contestée du fait qu'elle ne reproduit pas les strictes conditions du contaminé expectorant, les ventilations mécaniques motorisées double flux que nous avons dans les logements, les ateliers, les bureaux modernes... les paquebots... tendent à se rapprocher des conditions de l'expérience. Il est donc incontestable que le port du masque, même s'il n'est pas efficace à 100%, est l'un des meilleurs moyens de se prémunir. Y compris les solutions de capture peu efficaces sont toujours plus efficaces que l'absence de solution. Il aura fallu que trois mois se passent pour que l'*Organisation mondiale de la santé* démontre qu'en matière de pandémie, elle ne sert à rien, sinon à aider son développement; pas plus que l'*Organisation internationale du Travail* n'a servi à empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lundi 16 mars, le Docteur Buzyn, ex-ministre de la Santé, et peut-être ex-candidate-maire pour Paris, a assuré avoir alerté le gouvernement à la mi-janvier sur... la possibilité de tenir normalement le scrutin municipal de mars. Mais elle est solidaire du gouvernement quant aux mesures sanitaires prises, y compris l'absence de production massive en France de masques de protection (c'est moi qui précise, ça me semble nécessaire!). Que la détresse étatique dont souffre le Docteur Buzyn la conduise à vouloir reprendre son métier n'est pas une thérapie adaptée à cette sorte de dépression nerveuse, c'est peut être toute une partie de son cursus de formation qu'elle devrait reprendre (en médecine évidemment, pas en politique!).

En juillet 2009, le Docteur Bachelot, alors Ministre de la Santé, commanda 94 millions de vaccins contre la grippe espagnole. Elle résilia la commande des 50 millions pas livrés en janvier 2010. Au moins furent-ils prévus et en grande partie disponibles. Le Docteur Bachelot, n'a pas besoin de réviser son cursus d'histoire des pandémies. On se lance aujourd'hui à recherche des masques distribués pour parer aux risques de la cette même grippe...

Ça aussi c'était prévu!!!

Le Docteur Véran, actuel Ministre de la Santé, réquisitionne la médecine militaire (sic) pour monter un hôpital de campagne de 30 lits dans le Haut-Rhin. La dernière guerre que l'armée française a gagnée remonte à un siècle, et elle fit beaucoup de morts. Ça fait peur!

Merci Docteur Bachelot, merci Docteur Li.

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

... du père CUTEUR, en confinement!

Quand la Chine «s'est éveillée», elle a remis l'essentiel de son capitalisme d'État, et s'est ouverte aux capitaux de toutes parts. La barbarie et la misère n'en ont pas moins continué d'y régner. Si elle a conquis une place primordiale dans la production industrielle mondiale, elle est restée à un niveau de développement sanitaire problématique.

La propagation de coronaviruses virulents voire sévères, depuis les espèces animales sauvages aux espèces animales d'élevage, ou directement aux humains, est le produit de l'état de misère alimentaire récurrent, et de la réaction en chaîne que produisent les crises sanitaires successives. La consommation de certaines espèces animales sauvages aujourd'hui, y est la suite fatale des dégâts causés dans les ressources alimentaires par la grippe aviaire et la peste porcine sur les dix dernières années.

Situation analogue à celles qui sévissaient dans nos contrées... au moyen-âge!!! Ainsi en sera-t-il toujours des vertus annoncées du «retour inévitable à la Terre» ou autre «Nature»!

Le traitement qui est réservé aux zones contaminées par le virus Ébola en diverses régions d'Afrique, ou le bacille de la peste pulmonaire en Afrique ou en Asie, tous deux à très fort taux de mortalité, c'est: la ghettoïsation, la quarantaine, (personne ne sort ni ne rentre dans la zone contaminée), la désinfection générale, et le brûlage des effets contaminés... en attendant qu'un vaccin soit trouvé.

Dans le premier de ces deux cas, la consommation d'espèces animales sauvages est aggravée par les conséquences des conflits politiques armés. Les risques de réapparition des épidémies sont permanents, et avec le développement des transports aériens, leur extrapolation vers des zones de «grande civilisation» assez inévitable.

Il y a une différence notoire entre les zones où ces deux maladies sont endémiques et celle de la Covid19: les premières ont peu d'importance économique au plan mondial, la seconde est devenue déterminante à ce même niveau, notamment dans sa part industrielle.

En conséquence, l'ancienne nomenclature du capitalisme d'État chinois, devenue nouvelle bourgeoisie intégrée au Capital mondial (et ultra-dépendante), a-t-elle été de minimiser à outrance l'épidémie en cours. Malmenée par une saturation cyclique des marchés qui accentuent les tensions, confrontée au protectionnisme de certains États qui, pour sauvegarder momentanément et en attendant que ça aille mieux, les aires nationales de production qui assurent leur pouvoir politique, - cette engeance ne pouvait se permettre d'annoncer la dépression sanitaire et économique grave qui se préparait pendant qu'elle négociait des traités économiques avec les U.S.A. Ces mêmes traités se faisant en défaveur de la zone économique européenne, pas question non

plus de donner quelques signes d'inquiétude grave sur la question.

Malgré que ce virus fut identifié à la mi-novembre, se répandait de façon inquiétante dès la mi-décembre, atteignait une situation de non-retour à la mi-janvier, colonisait l'Europe à la mi-février pour devenir pandémique à la mi-mars, la première mesure de prévoyance - «Gouverner, c'est prévoir!» - disent les amis du Pouvoir), à savoir l'interdiction de circuler depuis les territoires français vers la Chine et inversement, de façon directe ou indirecte, (ce qui entraîne ipso-facto une invalidation des passeports), n'a pas été prise.

L'Économie exigeait semble-t-il qu'il en soit ainsi. Non content de se féliciter du retour du touriste chinois en France après les mouvements sociaux de 2018-2019, le Pouvoir ne trouvait rien de mieux que d'envoyer des militaires en avion en Chine pour amener le virus au plus vite, et de se rendre à Mulhouse recevoir, Concordat oblige, à cette occasion les chefs religieux évangélistes contaminés et contaminant!!!

«Ajoutez les adjectifs "militaire" ou "religieux" à un substantif, vous dénaturez le sens du substantif!», disait Alphonse Allais...

... qui ne connaissait pas en son temps encore les multiples «autorités médicales» servant les pouvoirs d'aujourd'hui.

Elles sont constituées de ces médecins de bureau siégeant dans les multiples comités et commissions nationales, continentales, internationales, mondiales, qui sont capables de rédiger des dossiers sur des événements terminés, de faire des recommandations a posteriori, mais qui, le moment présent, minimisent les effets dûment constatés des virus, alimentant des palabres interminables sur les radios et chaînes de télé d'«information permanente», mais ne portant jamais stéthoscope.

Ils assimilèrent la COVID-19 (nom de la maladie) à une «bonne grippe» dont le taux de mortalité est un peu plus important que notre brave «bonne grippe saisonnière». Ils ne disaient jamais que le nom officiel du coronaviruses qui en est la cause est: SRAS-CoV-2, ce qui aurait l'inconvénient de questionner le commun de nos concitoyens sur la réalité de sa sévérité.

On meurt, certes, essentiellement des conséquences d'une «bonne grippe saisonnière», très peu des effets directs de son virus; les victimes sont essentiellement des personnes âgées, pour lesquels le vaccin n'a plus d'effet, et très rares en sont les victimes directes. Tandis que l'on meurt directement des effets du SRAS-CoV-2, et pas seulement des complications qu'ils entraînent: des personnes d'âges moyens, voire jeunes meurent en Chine et ailleurs, et ce malgré les statistiques de létalité de nombreux autres virus et bacilles dont on nous rebat les oreilles en toute indécence pour justifier les décisions prises.

La saloperie la plus infecte que les «pouvoirs médi-

(suite en page 10)

caux» avait envisagée était de «laisser faire! laissez aller le virus!», et (*Dieu reconnaîtra les siens!*) l'immunité naturelle fera ce qu'elle pourra! Trump et Johnson s'y sont essayés, mais ont changé de vue ces derniers jours, une fois la catastrophe en place!!!

Il existe cependant, dans le monde médical, en outre des «*experts en rapports plus d'actualité*», un monde du Travail, celui des «*spécialistes*» en activité, et en relation avec leurs confrères concernés. Ils portent tous stéthoscope et blouse blanche. Ces «*spécialistes*» ont alertés tant en France qu'en Chine, sur la sévérité du virus, et sur l'absence de mesures sérieuses contre sa propagation; ils n'ont reçus en retour que des ricanelements de la part des «*experts*». C'est comme dans toute usine, atelier, service, administration... il y a des «*spécialistes*»... qui font le travail, et des «*experts*», qui le commentent!

Sans doute ces «*experts*» espèrent-ils secrètement le retour de la canicule au plus vite! Un petit 30°C au 1^{er} avril eut été une bonne blague à la «*Nature*»!

C'est en vertu de toutes ces considérations économiques et médicales, que le Belâtre de la Finance et de l'État réunis, constitutionnellement *Président de la République*, expliqua sans vergogne, et sans opposition quelconque, que son Pouvoir faisait tout pour maintenir l'Économie et les institutions, tout en annonçant que l'épidémie était inévitable... Il savait donc bien ce qu'il faisait... depuis le début! Le «*coup d'éclat de Buzyn*» cet après-midi en est la preuve défoulante!

Il bénéficia ipso-facto d'une «*union sacrée*» pour la dite défense de l'Économie et des institutions politiques telle que, 48 heures après la mise en vacances des élèves et étudiants, il feignait de s'offusquer que, malgré tout le virus, courait toujours!

Entre-temps, il y avait eu les élections municipales. Le taux d'abstention y a battu des records. Un sondage affirma que la moitié des abstentions était due à la crainte de l'épidémie. S'il avait été fait avant les élections, la sérénité du scrutin eût pu être un motif constitutionnel de report des élections.

Mais c'est la défaite à plate-couture du parti présidentiel, et les scores misérables de tous les autres partis, qui ont gagné la décision: restriction de la liberté de circuler! Et l'union sacrée continue.

Le système capitaliste a survécu à toutes les situations de crise du passé, et survivra à toutes les situations de crise à venir, si la capacité du monde du Travail de le mettre en cause reste ce qu'elle est actuellement.

La classe capitaliste et la classe politique ont toujours trouvé l'aide nécessaire de la part des partis qui se disaient la représentation du monde du Travail, alors qu'elles n'étaient et ne sont toujours qu'une alternative électorale-démocratique en cas de carence des autres partis, une alternative dictatoriale (*États «populaires» ou «ouvriers»*) en cas de force majeure.

L'émancipation sociale des classes laborieuses nécessite toujours une organisation économique de ces classes, non pas pour siéger dans des commissions

de dialogue, mais pour enseigner les membres de ces classes sur leurs conditions présentes, les enseigner sur les conditions de la vie économique, leur permettre de créer leurs propres réseaux économiques sur une autre base, et se préparer, le moment venu, à aller au bout du bout: exproprier le Capital, et réorganiser l'ensemble de la société avec des Syndicats de Producteurs émancipés, des Fédérations de production industrielle, des Unions locales, départementales, régionales de Syndicats établissant les besoins de leurs populations, une Confédération des Fédérations et des Unions pour fédérer tous les besoins et toutes les capacités de les satisfaire.

La situation d'incapacité actuelle des Syndicats agissant théoriquement selon les principes définis par la *Charte d'Amiens*, de mener à son terme le premier de ses buts - assurer les conditions d'existence du jour - ne permet pas d'envisager le terme du second but: aller au bout du bout.

La différence d'appréciation du mouvement social dit des *Gilets-jaunes* (mouvement qui mettait en relation diverses classes laborieuses contre l'oppression économique et fiscale), - d'un côté par les salariés qui vivaient à proximité de ces *Gilets-jaunes*, - de l'autre par une nomenclature syndicale qui a vu en eux, pour des raisons politiques exclusivement, des ennemis de classe, - a plombé la résistance aux menées immédiates du Capital et de l'État, et a permis leur décision d'y aller dare-dare dans la mise en cause des systèmes de retraites.

Cette nomenclature politique vient de subir une défaite électorale elle aussi; elle n'a aucun but d'émancipation sociale, juste sa propre émancipation du labeur quotidien.

Il n'en reste pas moins que, l'épisode commencé ce matin se terminera bien un jour. Le gouvernement annonce l'arrosage du Capital, ce n'est pas le moment de prendre le risque de faire rugir la valetaille. Le Belâtre a beau se pavaner de report des mesures anti-sociales, la bourgeoisie n'entend pas mettre en cause les bénéfices acquis de sa rente.

Qu'il le fasse à l'aide d'un endettement de l'État, c'est tout bénéfique pour le Capital bancaire, c'est un question vitale pour le petit Capital, c'est un pis-aller pour le Travail. Mais les comptes se feront ensuite!!!

Il n'y a jamais eu de déterminisme dans l'évolution de la société capitaliste et de ses «*crises*», ni dans les phases de conquêtes sociales; il n'y a jamais eu, d'un côté comme de l'autre qu'une volonté d'en découdre.

L'initiative, hélas!, est venu beaucoup plus souvent du Capital ou de l'État, que du monde du Travail. Le Capital est rodé à une gymnastique cyclique qui le fait grignoter chaque jour un peu de ce qu'il a dû céder brusquement auparavant; tandis que le Travail, abandonnant la préparation pour aller au bout du bout, laisse quelques arthrosés rangés du labeur le convaincre qu'il ne doit plus montrer le poing au jour le jour!

Et ça! docteur, c'est grave!

16 mars 2020, 1^{er} jour du 1^{er} mois de confinement.

EN AVANT MARCHE, CORONA DEVANT, FLIC DERRIÈRE ! (1)

Ce matin, jour de marché, chic un prétexte pour sortir... le garde champêtre me fait remarquer que je ne respecte pas les distances réglementaires avec l'homme qui est à mes côtés.

J'ai dû lui avouer que je couche avec lui, à mon âge!

Le ridicule ne tue pas (2).

Encore heureux, nous ne sommes pas des SDF, sans domicile fixe, dont les consignes indiquent qu'ils faut les coucher «*tête-bêche*» avec un mètre de distance entre eux, cela ne concerne que les SDF confinés, ceux qui auront été embarqués et emmenés dans ~~des camps~~... heu... des hébergements adaptés.

Et pendant ce temps-là, tous les travailleurs sociaux, interviennent toujours sans masque, sans gel hydro-alcoolique auprès de publics les plus démunis!

La semaine dernière, première mesure dans les Côtes d'Armor, fermeture du *Centre d'Examen de Santé (C.E.S.)* de la CPAM, *Caisse primaire d'assurance maladie*; il concerne la prévention de trois départements de la région Bretagne.

L'unique moyen, pour l'assuré social, d'avoir une batterie d'examens médicaux afin d'anticiper et de dépister des prises en charge médicales d'importance.

Par la même occasion, les CES participent au désengorgement des services d'urgence, dans une région qui perd un grand nombre de médecins généralistes. La raison? Je ne sais pas, une économie de masques et de gants... peut-être.

Les gouvernements successifs depuis une trentaine d'années, n'ont eu de cesse de détruire des pans entiers de la protection sociale, de la protection sanitaire et de la santé, pas seulement en France mais dans l'ensemble du monde capitaliste, y compris le capitalisme d'État (voir la Chine).

Alors qu'il aurait fallu, dès l'annonce de cette pandémie, attaquer (verbe martial de circonstance) à l'aide d'un financement massif, une relance en urgence de tous les moyens de soins de l'hôpital public et même privé et de toutes les structures de protections des plus vulnérables.

Pour un malade atteint du coronavirus, quelle est la réponse aujourd'hui: retour à la maison, sans

test de dépistage, avec une ordonnance pour deux boîtes de paracétamol et 6 masques?

Diafoirus (3) n'aurait pas fait mieux! Si, une purge en supplément... mais la purge n'est elle pas ce que le gouvernement propose dès le «*retour à la normale*», la suppression de tous nos acquis sociaux?

Pourquoi interdire au lieu de soigner?

Quel délire: des caissières de supérette portant une visière et protection frontale pour l'usage d'une débroussailleuse, l'interdiction d'aller marcher sur les plages, le confinement obligatoire des enfants cloîtrés dans des appartements exigus, la fermeture des fleuristes, des bistrotts, l'interdiction de participer à des obsèques, le port du foulard obligatoire (ben quand on n'a pas de masque)... l'énumération de toute la bêtise est sans fin.

Interdiction de jouir de la vie, entretenir la peur, provoquer le désespoir, sont-ce là des mesures de prophylaxie? ou de terrorisme d'État? Depuis 2015, notre vie est gérée par une succession d'états d'urgence, nous confinant dans un état légal d'asservissement.

Quel en est le but?

À cela s'ajoute la destruction du tissu économique local, pourvoyeur d'emplois et de revenus qui procurent les moyens de vivre aux travailleurs. Un grand nombre d'entreprises n'arriveront pas à passer le cap du confinement obligatoire.

Quel est l'objectif à atteindre?

Nos vies sont entre les mains de despotes hystériques.

Mais, nous aussi, nous pouvons certifier que plus rien ne sera comme avant, dans le futur!

Une autre question: Force-Ouvrière existe toujours?

Christine, le 21 mars 2020, jour de printemps!

(1) Proverbe chinois.

(2) Re-proverbe chinois.

(3) *Le Malade imaginaire* - MOLIÈRE.

LES ÉTATS D'ÂME ET CLINS-D'ŒIL...

... du père TEUSÈCHE!

Retraites à point = point de retraite! ... La preuve par le COVID-19?

Ça y'est! Le mot a été lâché c'matin: *Récession!* La France serait en récession à -1% de croissance - ou 1% de décroissance si vous préférez (*France-Inter*, journal de 7h30). Cette fameuse croissance, assise sur le PIB... le PIB? Ça nous rappelle que qu'chose, ça... heu... oui, tiens: le socle à partir duquel l'enveloppe (puisqu'enveloppe i'doit y'avoir, dans cette gestion managériale de l'économie du pays!) des retraites à point serait calculée en pourcentage. Parce que... moi, j'veux bien qu'on m'explique comment on calcule le montant d'une retraite à partir d'un PIB en-dessous de zéro?!

Méchante question: en cas de récession, les futurs r'traités à point devraient-i' «faire ceinture»? Ou pire, sous prétexte de solidarité nationale, rendre de l'argent à l'État plutôt que d'en toucher? Comme quoi, le slogan scandé dans les manifs, ici ou là, était quand même bien fondé!

Morceaux choisis... en rapport avec le contrôle militaro-policié lié au confinement obligatoire...

Extrait de *Regain* (film de M.Pagnol), dialogue entre Gédémus le rémouleur et le gendarme, suite à son arrestation arbitraire et péremptoire:

- *En tout cas, vous êtes libre, naturellement!*
- *Un gendarme qui parle à une erreur juridique, n'a pas le droit de donner des conseils.*
- *Ben, vous êtes libre, libre de vous en aller.*
- *Vous avez l'air de me faire un cadeau, là?*
- *Ben, la liberté, c'est pas un cadeau? Non?*
- *Pas pour un honnête homme, puisqu'il y a droit!*
- *Un honnête homme est libre dans la mesure où l'autorité le lui permet...*

Le conseil du père Teusèche: à méditer sans vergogne, revoir le film, rien que pour cette autre réplique adressée au gendarme: «*en général, les costumes pour obéir, c'est pas des costumes pour travailler!*». Autres films d'actualité immédiate ou future: *La traversée de Paris* et *Les Patates*, de Claude Autant-Lara (avant qu'il ne vire d'un certain rouge à un brun certain!).

En parlant de citations...

«*Il faut faire justice au peuple pour éviter qu'il ne la fasse lui-même*». Danton, J-1 (soit le 21 septembre 1792) du 1^{er} vendémiaire An 1 du calendrier républicain. En ces temps de mépris pour la France d'en-bas... !!!

«*La première nécessité du pouvoir est de paraître*».

Louis XI (1461-1483). En ces temps d'comm' à outrance ... No comment!

«*La grève n'est pas une question de droit, mais une question de force!*». Pierre Monatte, Congrès confédéral CGT 1906...

Dialogue imaginaire inspiré de «Entre paysans» d'Errico MALATESTA...

- *Mais, dis-nous, Pierre, les partis politiques, on sait qu'ils veulent des postes-clef au sein des syndicats, de manière à les contrôler et les diriger le moment venu, de manière à décider en lieu et place des salariés, mais en leur nom, bien sûr. Tu en sais quelque chose, n'est-ce pas?*

- *...errare humanum est!*
- *Mais il n'y a pas que les partis, il y a les religions...*
- *Chez nous, syndicat de classe, on risque pas grand'chose!*
- *Oui, mais il y a les sectes aussi!?*
- *Tu veux dire: la Franc-maçonnerie? l'Anarchie?*
- *Heu, non, non, pas pour l'Anarchie, en tout cas...*
- *Bon, bien, c'est mieux en le disant...*

Archive de la France d'en-bas

Rapport du baron Haussman (1862): population de Paris: 1.700.000 habitants; + de 1.000.000 de parisiens sont dans un état de pauvreté proche de l'indigence.

Commentaire: Et si les 200.000 hommes prêts à faire la révolution aux funérailles de Victor Noir (12 janvier 1870), l'avaient commencée...?

De quelques grèves sous l'Ancien Régime...

Voici 8 siècles!

1279 - Douai - les tisserands: massacre d'échevins et de riches bourgeois...

1280 - Provins - les ouvriers: le maire est mis à mort pour avoir proposé la flexibilisation + ou - 1h de travail; Ypres - les ouvriers, demandent l'abrogation des nouvelles règles de fabrication...

Dictons d'avenir...

- «*Ar senig et crépe dentelle!*» (dicton breton de la récession).

- «*Il ne faut pas confondre "la blanquette de veau" et "le Blanquer dévot!"*». (auteur gastronome anti-clérical).

- «*Il ne faut pas confondre le Blanquer et le blanc-cass: le second est sec et fruité à la fois, le premier est cynique et hypocrite à volonté!*». (auteur inconnu des soldats Jésuites, il vaut mieux pour lui!).

LE PETIT PÈRE DU PEUPLE... ...NON CONFINÉ!

En Chine, le 17 novembre 2019, un premier malade âgé de 55 ans, meurt d'une pneumopathie aiguë à virus inconnu. Le 30 décembre, le docteur LI, un médecin de 33 ans, de Wuhan, lance une alerte sur les réseaux sociaux. Il décède le 7 février.

- Il faut attendre le 12 janvier 2020 pour que l'O.M.S. déclare l'existence d'un nouveau coronavirus, responsable de mystérieuses pneumonies!

- 15 janvier: les autorités chinoises annoncent une éventuelle transmission interhumaine, avec la chauve-souris comme réservoir de virus.

- Fin janvier: l'OMS recommande d'établir des tests de dépistages dans les aéroports.

- 24 janvier, au soir: la ministre de la Santé, le docteur Agnès Buzyn, annonce les trois premiers cas de français atteints par le Coronavirus. Deux revenaient de Chine.

- 28 janvier: les autorités chinoises annoncent la construction, en un temps record, d'un hôpital dédié aux malades atteints. Le 30 janvier, sont dénombrés 38 morts en une journée, portant à 170 le bilan des décès en Chine et à 213, le lendemain.

L'OMS annonce alors l'urgence internationale.

- 31 janvier: deux touristes chinois sont testés positifs à Rome...

- 19 février: magnanime, le *Petit Père du Peuple français* envoie 17 tonnes de matériel en Chine: des masques non périmés, des respirateurs?

- Fin février, c'est la panique en Italie, premier pays de l'Union Européenne à suspendre ses vols à destination et en provenance de la *République Populaire de Chine*. Un retard de dix jours est constaté en France sur la progression de l'épidémie par rapport à l'Italie. Mais, en Italie, malgré les mesures prises, l'épidémie ne cesse de croître et le nombre de morts d'augmenter.

- 9 mars: la Pologne instaure le contrôle sanitaire avec la Tchéquie et l'Allemagne.

- 11 mars: l'Autriche et la Slovaquie filtrent les entrées des sujets venant d'Italie.

- 12 mars: la République Tchèque interdit l'entrée sur son territoire aux ressortissants de 15 pays de l'Union Européenne puis ferme sa frontière. Même décision en Slovaquie.

- 15 mars: premier tour des élections municipales en France... avant l'annonce, le 16 mars, par le Président Macron, de la mise en confinement de la population, à compter du 17 mars à midi!

- 20 mars: la Chancelière, Angela Merkel, se met en quarantaine.

L'Europe est devenue l'épicentre de la pandémie.

Pendant ce temps-là, le Président Macron va au théâtre, rassure: «Nous vaincrons!... Restez chez vous mais allez voter... Restez chez vous!», mais lui, il sort sans masque, à l'Hôpital Avicenne, à l'Institut Pas-

teur, et le 23 mars, au centre Kellermann qui abrite les *Sans-Domicile-Fixe* et où il se met en scène, sans charlotte, sans masque, sans lunettes, sans blouse. L'état d'urgence sanitaire, promulgué ce 24 mars, ne serait donc pas pour lui !?

Mépris des soignants «*envoyés au casse-pipe*» sans aucune protection: cinq médecins en sont morts le 24 mars 2020.

«*Allez voter!*» disent dans une *Union Sacrée* tous les politiques, dont le silence est depuis, toujours aussi assourdissant! Dans les bureaux de vote, les assesseurs portaient des masques et disposaient du gel hydroalcoolique, le tout prélevé sur la dotation dédiée aux professionnels de santé! Et cela, «*après l'avis*», nous ont dit le Président Macron et le Directeur Général de la Santé, Jérôme Salomon, du «*Comité Scientifique*» ad hoc, composé de 11 personnes de tout horizon (psychologue, sociologue...quelques médecins dont le Pr Didier RAOULT qui en a claqué la porte). Tout l'exécutif aux abris!

C'est ainsi que le Président Macron a «*mis en danger la vie d'autrui*», mis en danger la vie de la population. Sur le plateau de CNEWS, le 23 mars, les médecins présents accusent de façon unanime la pénurie de protection pour les soignants et les forces de l'ordre. Le Dr Jérôme MARTY, Président du *Syndicat pour une Médecine Libre*, ajoute, excédé: «*Notre vocation est la vie, pas la guerre!*». Réponse du représentant du service de la com': «*Il faudra vous habituer. Emmanuel Macron, c'est Clemenceau dans les tranchées!*». Les médecins, parlant d'une même voix, ont souligné que le masque n'est pas fait que pour protéger le président mais aussi pour protéger ses interlocuteurs d'une éventuelle contamination par le président. Et tous de s'étonner de l'absence de publication de bulletin de santé le concernant.

Faut-il s'attendre à ce que l'*Union Sacrée* se traduise par l'inscription des noms des victimes du Covid-19 sur des monuments aux morts? Déjà 1.100 décès au 24 mars, sans compter ceux survenus dans les EHPAD.

Le spécialiste du «*En même temps*» a l'habitude des injonctions contradictoires. La double contrainte rend fou, dit-on. Comment le peuple français pourrait-il faire confiance?

Ce mode de communication n'est peut-être pas le fruit du hasard.

Le 20 mars, l'exécutif (par la voix du Pr. Jérôme Salomon) ose dire, sous le couvert du «*Comité Scientifique*», que:

1- «*les tests ne servent à rien*»;

2- «*les masques ne servent à rien*»;

Serait-ce parce qu'ils n'ont pas de masques? Serait-ce parce qu'ils n'ont pas de tests?

Pourtant, les politiques, eux, se font tester alors que les professionnels de santé n'y ont pas droit.

Neuf d'entre eux déclarent déjà leur positivité, dont au gouvernement, Franck Riester, ministre de la Culture et Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie. Plus ceux qui ne s'en sont pas vantés.

Et pendant ce temps, les tests sont refusés aux soignants!!!!!! Dans les centres dédiés au Coronavirus, cinq médecins sont décédés au 24 mars. Ce n'est que le dessus de l'iceberg.

De plus, si on n'équipe pas correctement nos soignants, ils vont tomber malades.

A l'hôpital de Garches, le 19 mars, le médecin-chef annonçait 40% de soignants atteints!

Le 22 mars, sur le plateau de CNEWS, un médecin annonçait que 30% des soignants étaient contaminés. Ainsi, le Covid-19 deviendrait-il une maladie nosocomiale?

Alors que, dès le 28 janvier, le Président de l'UFML, le Dr Jérôme Marty réclamait sur toutes les ondes (TV, Radio France et site *ufml.fr*) des masques, des équipements, des tests et conseillait d'appeler le médecin traitant afin de privilégier l'examen clinique, au lieu de remplir des questionnaires genre QCM, les recommandations officielles étaient d'appeler les Centres-15, ce qui a contribué à les surcharger. Quant aux masques annoncés, ils seraient en fabrication à l'étranger (notamment en Chine!) et ne sont donc pas encore distribués. D'autant que l'État a réquisitionné le stock disponible de façon à garder le monopole de leur distribution par l'agence, Santé publique France.

Que dire de la façon dont Pascal Praud, journaliste à CNEWS, a reproché rudement, le 22 mars, le ton polémique de Yvan Rioufol qui pointait du doigt le manque de masques et de tests, pénurie dénoncée par les médecins, en disant: «*Le Président de la République nous a dit que nous étions en guerre, mais nous sommes avec une armée sans armes. Il envoie au casse-pipe non seulement tout le personnel hospitalier, mais également un peuple qui n'a ni tests, ni masques*»? Au point qu'Yvan Rioufol a menacé de quitter le plateau, si on ne le laissait plus s'exprimer librement. Censure?

Deux doctrines s'opposent:

1- La doctrine coréenne: en Corée du Sud, dépistage massif et isolation des sujets positifs au Coronavirus.

A Marseille, le Pr. Raoult, fort de son expérience et des publications internationales, selon un protocole déjà connu, dépiste, isole les positifs, et traite par l'*Hydroxychloroquine*, un antipaludéen, peu coûteux, associé à un antibiotique. Je cite sa déclaration sur Youtub: «*Un Docteur ça diagnostique et cela traite; le reste c'est de la sorcellerie*».

2- La doctrine martiale du président Macron, avec ses injonctions contradictoires et la culpabilisation des Français indisciplinés qui désobéissent, avec la distanciation sociale (il dit lui-même: «*les Français ne comprendraient pas le mot confinement*»), l'interdiction des déplacements et la répression...

Six fois dans un discours, le Petit Père du Peuple a dit «*Nous sommes en guerre!*».

Mais croyez-vous qu'il ait aussitôt relocalisé les usines de fabrication des masques, de blouses, de respirateurs ... qu'il ait réquisitionné des usines de textiles pour fabriquer jour et nuit ce dont les soignants ont besoin, qu'il ait appelé l'Armée pour déployer les hôpitaux de campagne? Enfin, le seul hôpital de campagne que nous aurions, nous qui faisons la guerre au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, au Burkina Faso! Celui annoncé il y a plus d'une semaine qui devait être déployé à Mulhouse, n'est pas encore opérationnel! Et n'aurait que trente lits, encore inutilisés!

Il n'y a que des initiatives privées. Des entreprises ont modifié leurs chaînes pour fabriquer, les uns, du gel hydroalcoolique au lieu de produits de beauté, les autres, des masques au lieu de tricots. On apprend que Nicolas de Villiers, PDG du Puy-du-Fou, a acheté en Chine (!!!!) 500.000 masques pour 200.000 dollars !!!!!, masques qui seront distribués par l'agence de l'État, *Santé Publique France*. Quand? Quant aux réquisitions des entreprises françaises concernées, le Président Macron a déjà trois mois de retard.

«Nous ne pouvons pas prévoir!»... Mais si!!!

C'est ce que nous entendons sur les ondes: le journaliste Roland Cayrol s'exclame, sur BFMTV: «*Nous ne pouvons pas prévoir. Personne ne s'attendait à une telle pandémie!*».

Nous nous inscrivons en faux. Nous en voulons pour preuve cette déclaration, en décembre 1995, du Dr Richard Wild, Président du *Syndicat des Médecins Libéraux du Haut-Rhin*, médecin anatomo-pathologiste à Mulhouse, justement là où l'épidémie est si grave.

Le Plan Juppé venait d'être proclamé. Je le cite:

«*Le Plan Juppé est inacceptable en l'état pour notre profession... Il remet en cause, par une enveloppe globale déguisée et par des ponctions sanctions injustifiées, il casse pour tout dire, le système de santé actuel et nous pousse tout droit au rationnement ou vers une médecine à plusieurs vitesses... et non à une meilleure gestion médicale.*

Comment contenir dans une enveloppe sans fondement médical, la maladie... les épidémies... la vieillesse... les progrès médicaux...?

Peut-être devons-nous un jour, si tel est le cas, sur trois patients, atteints par exemple du sida, n'en reconnaître que deux, le troisième n'y rentrant pas! Question de budget!... idem pour le traitement bien sûr».

La gouvernance sanitaire du Traité de Maastricht

Car, outre le drame humain, le vrai problème est l'implosion des systèmes de santé!

Depuis la signature du Traité de Maastricht, en 1992, la doctrine de régression imposée au meilleur système de santé au monde selon l'O.M.S. et les critères de convergence imposés par l'*Union Européenne* à 3% du PIB, le nombre de médecins a été drastiquement diminué dans tous les pays d'Europe et particulièrement en France. Par voie de conséquence, la Roumanie

(suite en page 15)

a été vidée de ses médecins, pour combler la pénurie organisée en France.

L'*Évaluation des Pratiques Professionnelles* imposée aux médecins libéraux leur apparaissait être plutôt une *Éradication Programmée des Praticiens*. Cinq d'entre eux viennent de décéder et ce n'est sans doute pas fini.

Les médecins étaient des «*producteurs de soins*» extrêmement convoités. Depuis 2005, la Santé est un Marché, et les restructurations des Cliniques, la disparition des Hôpitaux de proximité par rachats successifs, robotisent les soignants dans de grands établissements appartenant aux *Fonds de Pension*.

L'Hôpital Public a été paupérisé, en particulier par la doctrine libérale qui imposait la rentabilité dans les services restructurés en pôles, la mise au pas de chefs de service sous les fourches caudines de la bureaucratie des Agences diverses et variées (ARH, ARS) et l'obligation de gérer l'Hôpital Public comme une Entreprise, de faire toujours plus de soi-disant «*économies*», alors que les restructurations lui faisaient faire des emprunts toxiques, qui augmentaient la dette d'année en année.

Le nombre de lits d'hôpitaux publics a été diminué régulièrement, quel que soit le ministre de la Santé! La doxa, c'est la rentabilité du soin! En 2018, 4.700 lits ont encore été supprimés, sous Macron.

Au début de l'épidémie, pour toute la France, il n'y aurait eu que 600 lits de soins intensifs avec respirateurs et les équipes capables de les utiliser. En imposant aux médecins libéraux de fermer les blocs opératoires non urgents, on n'en aurait obtenu que 1.100. Ce n'est pas suffisant!

Or si toute la population était atteinte, selon un médecin interviewé sur CNEWS, il en aurait fallu 150.000 pour sauver les cas graves.

Nous avons déjà le 19 mars, 1297 cas graves en réanimation et 372 décès; le 22 mars, 1.745 cas graves en réanimation et 674 décès. Et ce 24 mars, 2.516 cas graves en réanimation et 1.100 décès, hormis ceux dans les EHPAD...

Nous n'avons pas assez de lits de réanimation. On impose donc aux soignants une médecine eugéniste: qui va vivre, qui va mourir? Selon Gérard Maudru (son blog du 23 mars), un cardiologue de Strasbourg lui disait que les respirateurs étaient réservés aux moins de 60 ans!

Ce choix est terrifiant. Il contraint les médecins à trahir leur serment d'Hippocrate et leur vocation.

Les statistiques révèlent que 10% des patients infectés font une détresse respiratoire. Le système de santé n'est pas capable de les prendre en charge: il n'y a pas assez de respirateurs. Afin d'éviter la transmission du virus, il faut éviter toute promiscuité avec des gens infectés. C'est la raison du choix du confinement. Ne pas faire exploser le système de santé. Il était déjà bien mal en point. Souvenez-vous de ce neurologue, le Dr François Salachas qui, lors d'une visite du *Petit Père du Peuple*, aux urgences de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, le 27 février, l'interpellait longuement, en lui tenant les mains et ne les lâchant pas, lui demandant

de donner à l'Hôpital public: «*les moyens en personnels, en matériel, de façon urgentissime pour faire face à cette épidémie, après 2 ans de déni*». Le Président réclamait, lui, de «*la reconnaissance*», s'exemptait de toute responsabilité, mettant sur le compte de ses pré-décédés la situation actuelle et lui disant: «*Docteur, vous pouvez compter sur moi!*». Le Dr Salachas avait répondu: «*Cela reste à prouver!*», en défiant le Président.

Pourquoi le confinement?

Ne pas prendre de risques pour soi et pour les autres, ne pas prendre de risques au sport et dans d'autres activités. Une chute, une blessure grave ne pourraient pas être prises en charge à l'hôpital!

Qui va vivre, qui va mourir? Si les urgences ne se déplacent plus pour des personnes de plus de 85 ans en France depuis au moins deux ans, cet âge-pivot risque d'avancer dramatiquement!

Dans les EHPAD, interdits aux familles pour raison de confinement, on s'attend à 100.000 décès des plus de 85 ans. Pourtant, ces établissements appartenant aux *Fonds de pension* pour la plupart, sont très rentables car, comme le disait la journaliste Zoé Sfeiss à Jacques Attali en août 2019 sur *France Culture* dans l'émission «*La France en 2037*», ce sont des lieux de récupération du capital accumulé toute la vie. Certes, mais quand un malade est trop «*lourd*» c'est-à-dire a besoin de trop de soignants et trop de temps pour les soins quotidiens, selon le témoignage de beaucoup de familles, qu'il est trop «*vieux*», la sédation y est décidée, parfois, sans respecter les mandats de protection future ni prévenir les personnes de confiance, question de rentabilité sans doute!

Effet d'aubaine: une épidémie providentielle?

Avec la publication au JO d'une loi dédiée à l'instauration de l'état d'urgence sanitaire, on doit s'inquiéter de ce que ce gouvernement s'octroie les pleins pouvoirs pour légiférer par ordonnances, déroger au *Code du travail* et au *Code de la Sécurité sociale*, et porter atteinte aux libertés individuelles.

Le monde était en ébullition quand l'épidémie est arrivée: Hong-Kong, les *Gilets-jaunes*, la réforme des retraites. Les chiffres présentés par le Pr Salomon sont manifestement insuffisants mais ils expliquent que 87% des décédés ont plus de 70 ans. Ne peut-on pas penser que ce sera autant de retraites à ne plus servir?

La diminution du nombre de soignants, de la manière la plus cynique qui soit, ne sonnera-t-elle pas l'avènement de la téléconsultation et le succès des start-up de l'*Intelligence-artificielle*?

Toutes ces questions se posent... mais où seront-elles débattues ?

Si cette pandémie a pu faire espérer la fin des paradigmes de l'État maastrichtien et si l'hécatombe attendue révèle le démantèlement du système de soins résultant des diverses réformes subies depuis la si-

gnature de ce fameux *Traité de Maastricht* (1992) et de l'ouverture au *Marché mondial de la Santé*, elle met en lumière la disparité, dans les 27 pays de l'*Union Européenne*, du nombre de lits de soins intensifs avec des équipes soignantes bien protégées, expliquant la disparité du nombre de décès, et parmi eux les soignants français, à qui le *Petit Père du Peuple* et ses acolytes n'ont que des épitaphes, des bravos et quelques belles paroles à distribuer plutôt que du matériel de protection qu'ils réclament à cors et à cris, voire des monuments aux morts!

Revendiquons, ensemble, le rétablissement du sys-

tion et ainsi servir le pouvoir sans entraves d'opposants en interne.

Nous sommes entrés dans un régime totalitaire et il y a urgence à regrouper tous les militants fidèles à la *Charte d'Amiens*, c'est-à-dire à la volonté de se battre contre toute emprise politique, religieuse, patronale au sein des organisations syndicales. Ce combat incessant et acharné auquel ont toujours participé les militants anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes-révolutionnaires, et les militants réformistes - *réformards* (de l'espagnol: *reformer*), - c'est-à-dire les militants d'action directe qui se battent sur le terrain économique pour la défense, au jour le jour, des intérêts de la classe ouvrière actifs, retraités, jeunes scolarisés, étudiants et, «*en dehors de toute école politique*» et en opposition aux tenants de l'asservissement des syndicats à des partis politiques dans l'attente d'élections providentielles qui, selon eux, permettront les changements sociaux. On a vu ce que cela a donné à travers le monde, URSS, Chine, Espagne, Allemagne nazie, Italie, etc... et en France avec Mitterrand, Delors et consorts.

La misère généralisée, générée par cette politique ultralibérale, a enflammé le monde fin 2019 - début 2020, partout, de Hong Kong au Chili, en Bolivie, en Espagne, au Liban, en France... des mouvements se sont multipliés.

En France, les *Gilets-jaunes* ont montré la détermination des «*oubliés*», des «*sans dents*», des «*illettrés*», des chômeurs, des intérimaires, des auto-entrepreneurs, des retraités «*dans la misère*», «*des jeunes dans la galère*», des salariés non-syndiqués oubliés par les centrales syndicales.

Il y a quelques semaines, on a vu des charges de CRS et de policiers sur le personnel soignant, - infirmiers, médecins, pompiers, - sur des avocats, sur des femmes, des enfants, des personnes âgées, des salariés inoffensifs. On a vu des scènes de guerre, des tirs de Flash-ball (LBD) à bout portant sur des manifestants, - défigurés, mutilés, morts... Oui nous sommes en état de guerre, une guerre de classe.

Aujourd'hui, la crise sanitaire arrive fort opportunément pour stopper la révolte contre les politiques d'austérité, les politiques meurtrières.

Le couvre-feu total s'impose progressivement sur la planète; des lois d'exception vont être votées; la propagande d'État va bon train pour culpabiliser les citoyens alors que l'encombrement des hôpitaux est dû à la destruction massive du Service de santé publique, de la médecine libérale, à la fermeture d'hôpitaux; finis les centres de soin, finis les hôpitaux militaires et les casernes (pouvant servir d'hôpitaux de secours) etc... etc...

La loi du Marché impose la médecine hospitalière à l'acte, la centralisation et l'industrialisation des services de soins. Toutes les structures permettant de faire face

tème de Sécurité Sociale, où jeunes et vieux seront soignés selon leurs besoins et non pas selon leur âge.

Revendiquons, ensemble, la réhabilitation de l'examen clinique, du colloque singulier médecin-patient.

Revendiquons, ensemble, la réhabilitation de l'autorité des médecins dans les hôpitaux publics, capables de prendre les décisions rapides, pertinentes répondant à leur vocation de soigner au bénéfice des patients et non pas aux injonctions d'une bureaucratie cupide, avide de rentabilité au bénéfice du Grand Capital.

FURAXISSIMUS,
24 mars 2020.

à des situations extraordinaires ont été supprimées. L'hospitalisation ambulatoire, à l'acte, c'est-à-dire à flux tendu, nous met dans une situation ingérable et nécessairement meurtrière. Et ceci quelle que soit la dangerosité de l'épidémie.

C'est pourquoi les dirigeants responsables, «*ces connards qui nous gouvernent*» comme l'écrit F. Lordon, sont responsables de cette situation et devraient tous faire l'objet de poursuites judiciaires pour mise en danger volontaire de la vie d'autrui, et multiplication des décès.

Pire. On apprend, aujourd'hui, qu'un médicament efficace et pas cher est disponible en grande quantité: la chloroquine.

C'est un médecin expert international d'un service à Marseille qui l'affirme et qui l'utilise. Mais les politiques dissertent... dissertent... dissertent sur l'utilité de ce médicament. Son faible coût et le fait qu'il soit générique, ne sont pas étrangers à cette méditation.

Pendant ce temps, les hôpitaux reçoivent plus de sacs mortuaires que de masques; pire encore: «*Airbus*» va recevoir 2 millions de masques pour imposer le retour au travail des salariés de production, une petite partie de ces masques va être cédée à des hôpitaux et soignants mais la très grande majorité va rester pour l'industrie airbusienne.

L'Allemagne, où une autre logique de prévention a limité l'épidémie et ainsi permis (avec ou sans risque?) de continuer la production des avions, manque aujourd'hui de pièces et donc «*Arbeit*» pour les petits français!

La responsabilité des gouvernements ne fait aucun doute ainsi que leur absence de volonté de garantir la santé publique: trop cher, toujours trop cher. La mort, comme lors de la canicule, va frapper les plus faibles, faute de soins, et ce sera le citoyen qui sera coupable.

Aurons-nous droit à une seconde journée de travail de solidarité gratuite en plus, pour nous punir? A la suppression définitive des normes internationales du travail? Nous devons, militants libres et indépendants, proposer à tous les militants, à tous les salariés d'organiser, en dehors de tout parti politique, la résistance par la reconstitution d'une confédération fidèle aux fondamentaux de la vieille CGT, de FORCE-OUVRIÈRE de Robert Bothereau.

Le système capitaliste doit être renversé,

L'argent ne doit plus être une valeur en soi,

L'être humain, la sauvegarde de l'environnement, c'est-à-dire nos conditions de vie doivent être notre priorité.

Marc HÉBERT,
27 mars 2020.